

Les lettres d'actualité – Etats-Unis



Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2020-43

Par Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

Le 4 décembre 2020

SOMMAIRE

ÉCOLOGIE – CLIMAT

- Joe Biden nomme une équipe économique très sensibilisée aux enjeux climatiques et énergétiques
- EPA - Le dernier train de déréglementation se heurte à la résistance du personnel
- Le changement climatique et le risque d'inondation côtière menacent également les logements abordables

TRANSPORT

- Vers une levée du travel ban ?
- Coupes sombres en perspective dans les métros
- Premier plan d'action sur la sécurité des piétons

ÉNERGIE

- La lutte contre le changement climatique annonce des batailles dans l'énergie
- La nouvelle administration et les attentes des acteurs de la séquestration carbone
- L'administration Trump accélère la vente de baux d'exploration pétrolière en Alaska avant sa fin de mandat

AGENDA

- 8 décembre : [Webinar 5^{ème} Anniversaire de l'accord de Paris](#) sur le Climat organisé par le Consulat de France à Atlanta et le Service pour la Science et la Technologie de l'Ambassade

ÉCOLOGIE - CLIMAT

Joe Biden nomme une équipe économique très sensibilisée aux enjeux climatiques et énergétiques

Joe Biden a annoncé la composition de son équipe économique, qui doit encore être confirmée par le Sénat.

Wally Adeyemo, retenu par le Président élu pour devenir Secrétaire adjoint au Trésor, a été le principal conseiller économique international du Président Obama, avec un portefeuille comprenant la finance internationale, le commerce et l'investissement, l'énergie et les questions environnementales.

M. Biden devrait également annoncer Brian Deese comme Directeur du Conseil économique national (*National Economic Council*). M. Deese a conseillé le président Obama en matière de climat et d'énergie de 2015 à 2017.

Jared Bernstein, choisi par Joe Biden pour être membre de son Conseil économique (*Council of Economic Advisors*), a écrit plusieurs articles sur les effets économiques des prix de l'énergie et a soutenu l'idée d'une taxe sur le carbone. Il soutient que le faible coût du pétrole et du gaz cache leurs effets sur l'environnement.

Parmi les autres personnes choisies figurent Cecilia Rouse, économiste du travail et Heather Boushey, économiste spécialisée dans les inégalités économiques.

L'équipe de transition de M. Biden a indiqué qu'il « a réitéré son intention de veiller à ce que le changement climatique soit une priorité essentielle, enjeu de sécurité nationale, et a exprimé son intention d'agir face à l'urgence pour faire avancer ses objectifs en matière de climat ». ([E&E News](#))

EPA - Le dernier train de déréglementation se heurte à la résistance du personnel

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) de l'administration Trump souhaite achever l'une de ses dernières priorités réglementaires et finaliser le projet de nouvelle réglementation officiellement dénommée « [Renforcer la transparence de la science réglementaire](#) », qui pourrait à terme entraver les efforts de l'agence pour mieux contrôler les pollutions de l'air et de l'eau.

En vertu de cette réglementation, l'agence devrait rejeter ou accorder moins de poids aux études scientifiques qui ne publieraient pas toutes leurs données brutes au public.

Des milliers d'organisations médicales et scientifiques affirment que cette réglementation paralyserait l'EPA, car les personnes qui participent à des études épidémiologiques à long terme ne le font généralement que si leurs informations de santé personnelles demeurent privées.

Thomas Sinks, scientifique de haut niveau, qui a dirigé le bureau du conseil scientifique de l'EPA, avant de prendre sa retraite en septembre, a décidé d'émettre un

avis officiel contre le projet de réglementation qui obligerait l'agence à ignorer ou à déclasser toute recherche médicale qui n'expose pas ses données brutes, indiquant que « si cette réglementation devait être finalisée, elle créerait le chaos ».

À deux mois de la fin du mandat de l'administration Trump, les employés de carrière de l'EPA se retrouvent là où ils ont commencé 4 ans plus tôt, dans une bataille bureaucratique avec les dirigeants politiques de l'agence.

Le personnel de l'EPA proche de l'équipe de transition a déclaré que l'équipe de Joe Biden s'est concentrée sur la préparation d'une attaque rapide contre l'héritage de déréglementation de l'administration Trump et sur le rétablissement des protections de l'air et de l'eau et des contrôles des émissions de méthane.

Andrew Wheeler, administrateur de l'EPA, de son côté, organise des obstacles légaux, chronophages, que les équipes de Joe Biden devront franchir afin de dénouer certaines politiques de l'administration Trump. ([NYT](#))

Le changement climatique et le risque d'inondation côtière menacent également les logements abordables

Une étude publiée le 1^{er} décembre dans la revue *Environmental Resource letters*, intitulée « [Sea level rise and coastal flooding threaten affordable housing](#) » examine des risques d'inondations côtières auxquels les parcs de logements abordables seront exposés en raison de la montée des eaux causée par le réchauffement climatique. Elle met ainsi en évidence l'impact que des inondations plus fréquentes auront sur le stock de logements abordables, déjà largement insuffisant dans de nombreux Etats américains. Selon l'étude, le nombre de logements exposés à de fréquentes inondations devrait tripler entre 2000 et 2050, et d'ici le milieu du siècle, les États-Unis perdraient près de 25 000 unités de logements abordables en raison d'inondations répétées, principalement concentrées dans les États du nord-est et du centre du littoral atlantique tels que la Virginie, le Massachusetts, New York et le New Jersey.

Bien que le nombre total d'unités puisse ne pas sembler significatif, la perte serait fortement concentrée sur certaines villes côtières, qui pourraient perdre une part importante de leurs unités de logements abordables. Dans le New Jersey, près de la moitié du parc de logements abordables exposés au risque pourrait être inondé au moins quatre fois par an d'ici 2050. ([Bloomberg CityLab](#))

Le chiffre de la semaine : -10% puis +6%

L'*US Energy Information Administration* (EIA) [prévoit](#) une baisse de 10% des émissions américaines de CO₂ liées à l'énergie en 2020, du fait du ralentissement économique engendré par la pandémie et de la diminution de la consommation de carburants, mais prédit une augmentation de 6% des émissions en 2021 sous l'effet de la reprise économique. ([E&E News](#))

TRANSPORT

Vers une levée du travel ban ?

La Maison Blanche serait en train de considérer une levée des interdictions d'entrée sur le territoire pour les personnes en provenance de l'espace Schengen, de Grande Bretagne, d'Irlande et du Brésil, d'après les informations publiées par [Reuters](#) le 25 novembre. Le projet aurait reçu l'aval de la task force Covid-19 de la Maison Blanche, mais le président Trump n'aurait pas encore pris de décision finale. Le calendrier d'une telle décision reste à ce stade incertain.

Plusieurs responsables de l'administration considèrent que les restrictions imposées depuis le mois de mars sur la zone européenne, et le mois de mai pour le Brésil, n'ont plus de sens compte tenu du fait que la plupart des pays du monde ne sont soumis à aucune restriction d'entrée sur le territoire. Ils considèrent par ailleurs qu'une levée des restrictions pourrait donner un coup de pouce aux compagnies aériennes américaines en grande difficulté.

Nouvelles recommandations aux voyageurs

Les *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC) ont publié le 21 novembre, puis réactualisé le 2 décembre, de nouvelles [recommandations](#) de voyage et de dépistage pour les voyageurs aériens internationaux afin de réduire le risque de propagation pendant le voyage. Tout en déconseillant tout voyage dans la plupart des pays, notamment la France, les CDC recommandent aux voyageurs de se faire tester 1 à 3 jours avant leur vol, puis de se faire tester 3 à 5 jours après le voyage et de s'isoler pendant 7 jours complets même si le test est négatif. A défaut de test à l'arrivée, les CDC recommandent de rester à domicile pendant 10 jours.

La publication de ces recommandations a été saluée par *Airlines for America*, le groupe représentant les intérêts des principales compagnies aériennes américaines, qui espère qu'elles seront « suivies par la reconnaissance du fait que les tests peuvent être utilisés pour rouvrir les frontières en toute sécurité sans quarantaine ».

Projets de corridors « covid-free » vers l'Europe

Les compagnies aériennes [United Airlines](#), [American Airlines](#), en partenariat avec British Airways, et [Delta Air Lines](#), en partenariat avec Alitalia, ont lancé ou annoncé plusieurs projets de corridors aériens « covid-free » vers l'Europe : vers Londres depuis Dallas Fort Worth pour American, vers Londres depuis Newark pour United, et vers Rome depuis Atlanta pour Delta. Les passagers participant à ces programmes doivent se soumettre à un ou plusieurs tests avant leur voyage, et parfois également après le voyage. Ces corridors ont pour objectif de démontrer aux autorités que des protocoles de tests adaptés permettent de réduire le risque de propagation du virus, et de lever ou d'assouplir les mesures de quarantaine à l'arrivée lorsque celles-ci existent.

Coupes sombres en perspective dans les métros

La [Chicago Transit Authority](#) (CTA), confrontée à un déficit de 375 M USD en 2021, a adopté un budget

conditionné à un soutien fédéral supplémentaire, sans modifications tarifaires ni coupes dans les services à ce stade.

En revanche, la [Metropolitan Transportation Authority](#) (MTA) de New York étudie une proposition de budget qui comprendrait plus de 9 300 licenciements et des réductions de services de 40 à 50 %. Le [Regional Transportation District](#) de Denver (RTD) a adopté un budget à la mi-novembre qui prévoit 140 M USD de réduction des dépenses, la suppression de 700 postes, dont 400 licenciements, et des réductions de salaires et de congés. Enfin, la [Washington Metropolitan Area Transit Authority](#) (WMATA) a proposé un budget visant à combler un déficit de près de 500 M USD qui « préserverait un service de base » à partir de juillet 2021, mais qui pourrait éliminer jusqu'à 2 400 emplois, réduire les services de bus, fermer 19 stations de métro (1 sur 5), réduire les fréquences du métro à 15 ou 30 minutes et l'amplitude horaire du service, et supprimer tous les services de métro le week-end.

Premier plan d'action sur la sécurité des piétons

Le Département des transports (DOT) a publié le 23 novembre son premier [plan d'action](#) pour la sécurité des piétons. Selon les données de la sécurité routière américaine, 6 205 piétons (17% de la mortalité routière) ont perdu la vie en 2019, soit 44% de plus qu'en 2010. Le plan prévoit que les agences fédérales mettent en œuvre rapidement, dès la fin de l'année 2020, des initiatives visant notamment à renforcer la sensibilisation et l'éducation du public et à aider les autorités subfédérales à améliorer la conception des infrastructures routières, en particulier celle des passages piétons.

Les États-Unis avaient été très [critiqués](#) au début de l'année pour avoir refusé de signer l'engagement collectif lors de la [conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière](#) à Stockholm, et pour avoir publié à la place une [déclaration](#) séparée, insistant notamment sur rôle des technologies (véhicule autonomes) et la nécessité de poursuivre les études sur la relation entre sécurité routière et aménagement des rues. Le nouveau plan d'action américain concentre une grande partie de son attention à l'amélioration de la conception des passages pour piétons, mais relativement peu à la question de la conception et de la sécurité des rues pour tous les usagers, pourtant pointé comme un enjeu central par les parties prenantes consultées. ([SmartCitiesDive](#))

Le chiffre de la semaine : 45 Mds \$

Il s'agit du montant d'aides fédérales qui serait proposé dans le cadre du nouveau projet de stimulus économique proposé par une coalition bipartisane au Congrès, d'un montant total de 908 Mds USD, dont pourraient bénéficier les transports collectifs (15 Mds\$), les aéroports (4 Mds\$), les compagnies aériennes (17 Mds\$), les cars interurbains (8 Mds\$), et AMTRAK (1 Mds\$). La proposition inclut également des aides pour les Etats et les gouvernements locaux. ([Mass Transit](#))

ÉNERGIE

La lutte contre le changement climatique annonce des batailles dans l'énergie

Alors que la transition officielle entre administrations commence, l'industrie de l'énergie se prépare à une nouvelle série de batailles judiciaires contre le renforcement prévu par Joe Biden des restrictions sur le développement des énergies fossiles aux États-Unis.

Les acteurs du monde de l'énergie observent attentivement pour sonder jusqu'où Joe Biden sera prêt à aller pour réglementer le secteur de l'énergie et limiter des activités comme la fracturation hydraulique. Certaines organisations se préparent déjà à traduire en justice la nouvelle administration.

Lors de la campagne, Joe Biden s'est engagé à mettre fin à tous les nouveaux permis de fracturation sur les terres fédérales. Tout comme les groupes environnementaux et les États démocrates ont fait équipe devant les tribunaux contre l'administration Trump, le secteur pétrolier et les États républicains devraient s'opposer aux velléités de l'administration Biden en la matière. Parmi les États les plus susceptibles de s'opposer, se trouvent le Texas, riche en pétrole et en gaz, et la Virginie occidentale, riche en charbon.

La *Western Energy Alliance* a déclaré se préparer à affronter l'administration Biden devant les tribunaux. Ce groupe a mené un certain nombre de contestations judiciaires s'opposant aux réglementations et décisions de l'ère Obama, notamment concernant les réglementations sur les émissions de méthane du secteur du pétrole et du gaz sur les terres publiques.

D'autres acteurs de l'énergie cherchent un ton plus conciliant après la victoire de Joe Biden, comme l'*Interstate Natural Gas Association of America* (INGAA) et l'*American Petroleum Institute* (API). L'INGAA indique notamment que « le gaz naturel bénéficie d'un soutien bipartisan depuis des décennies et notre objectif à l'INGAA est de le maintenir ». ([E&E News](#))

La nouvelle administration et les attentes des acteurs de la séquestration carbone

Malgré une augmentation cette année du nombre de projets de capture du carbone dans les installations d'énergie et de gaz naturel dans le monde, la quantité de dioxyde de carbone capturée et stockée annuellement est bien inférieure aux niveaux requis

pour atténuer les pires impacts du changement climatique. Le [rapport](#) des industriels de la filière de la capture du carbone indique qu'il faudrait au moins "multiplier par 100" la quantité de CO₂ piégé et stocké d'ici 2050 pour atteindre les objectifs fixés par le GIEC.

Aujourd'hui, dans le monde, environ 40 mégatonnes de CO₂ sont capturées et stockées chaque année dans les installations actuellement en service. Le nombre d'installations est passé à 65 en 2020. Sur ces 65 installations, seules 26 sont en exploitation, les autres étant soit en construction, soit en développement, soit à l'arrêt en raison du ralentissement économique actuel.

Les réglementations fiscales publiées par le département du Trésor en mai dernier ont apporté la certitude nécessaire aux promoteurs, selon le rapport, et ont contribué à encourager le développement de nouveaux projets. « L'implication des États-Unis dans 12 des 17 nouvelles installations en 2020 est en grande partie due au crédit d'impôt amélioré [...] signé en 2018 » indique le rapport mentionné ci-avant.

Des acteurs de la filière militent également pour que le bureau de l'EPA en charge de l'évaluation des puits qui sont utilisés pour injecter le CO₂ dans les profondeurs géologiques bénéficie de plus de moyens humains et financiers. ([E&E News](#))

L'administration Trump accélère la vente de baux d'exploration pétrolière en Alaska avant la fin de mandat

L'administration Trump a confirmé l'organisation de vente aux enchères de baux d'exploration pétrolière et gazière dans l'*Arctic National Wildlife Refuge* le 6 janvier prochain, deux semaines seulement avant que le président élu Joe Biden n'entre à la Maison Blanche, alors que ce dernier s'est ouvertement opposé à de tels projets dans la réserve. Le Département de l'Intérieur, en charge de cette vente, invite les acteurs du secteur à identifier les zones de la réserve qu'ils pourraient vouloir louer et explorer d'ici le 17 décembre. S'ils devaient aboutir, ces contrats pourraient être difficiles à défaire pour la nouvelle administration Biden. ([E&E News](#))

Le chiffre de la semaine : \$2.16 USD

C'est le prix moyen à la pompe d'un gallon d'essence ordinaire aux États-Unis, soit environ \$0,48 le litre ou 0.4 € le litre. ([EIA](#))



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

Editeur :

Service Économique Régional des États-Unis
Ambassade de France aux États-Unis
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007
www.frenchtreasuryintheus.org

Articles rédigés par : Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

Date de parution : 4 décembre 2020

Abonnement/désabonnement : [par email](#)